

Je trouve dommage que les États-Unis s'en soient pris à nous, le Canada, leur plus proche voisin, leur meilleur allié et leur meilleur ami dans le monde entier. Ils ont tout de même choisi de le faire, et nous ne sommes pas près de l'oublier au Canada.

[Français]

M. Bélair: Monsieur le Président, vu l'heure tardive, je crois que si vous le demandiez, la Chambre vous accorderait son consentement unanime afin de libérer les pages.

Le président suppléant (M. DeBlois): Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

[Traduction]

M. David D. Stupich (Nanaimo—Cowichan): Monsieur le Président, contrairement à ce qu'ont dit plusieurs orateurs jusqu'à maintenant, ce n'est pas un débat que nous tenons ici ce soir, mais bien une discussion très importante.

Nous parlons d'un problème grave pour le Canada en général et pour la Colombie-Britannique en particulier.

Dans les dix dernières années tout au plus et peut-être même en un peu moins de temps que cela, quelque 40 p. 100 des 30 000 membres de l'TWA travaillant dans les forêts et les scieries de la Colombie-Britannique ont perdu leur emploi.

• (2320)

Et cela, en partie à cause du virage technologique et en partie à cause de l'affaiblissement des marchés que nous connaissons à l'heure actuelle. Qui sait quand cela va s'arrêter?

Nous n'avons nul besoin de ce différend sur le protocole d'entente à l'heure actuelle. Nous pourrions nous passer de ce différend avec les Américains concernant la vente de notre bois aux États-Unis. Je me rappelle que, il y a eu de cela un an l'été dernier, j'ai participé à un exposé sur l'industrie touristique, à Ladysmith, dans ma circonscription. La représentante du ministère du Tourisme avait alors déclaré que le tourisme était en train de prendre une telle expansion qu'il deviendrait un jour l'activité économique la plus importante de la Colombie-Britannique. Lorsque vint mon tour de prendre la parole, j'ai dit espérer que ce jour ne viendrait jamais. En effet, si l'industrie forestière vient à tomber si bas qu'elle perde sa primauté en Colombie-Britannique, nous serons vraiment dans le pétrin.

Cela vaut aussi pour tout le Canada. Le bois est de loin notre principal générateur de devises étrangères. Les céréales et les oléagineux suivent loin derrière. Nous

Le bois d'oeuvre

devons continuer à produire du bois et des produits de la forêt si nous, Canadiens, voulons garder notre niveau de vie et maintenir le niveau d'activité économique de notre magnifique pays.

Plusieurs différends sont survenus jusqu'à maintenant, et le gouvernement s'en remet totalement aux groupes spéciaux de règlement des différends, tellement il est sûr de gagner sa cause.

Je dois vous rappeler que le premier différend avait trait aux pêches de la côte ouest. Bien sûr, nous étions confiants dans ce cas-là aussi. Nous savions que nous étions dans notre droit. Nous savions que nous devions avoir la maîtrise de cette ressource pour pouvoir l'exploiter correctement.

Nous n'avons pas gagné. Nous avons perdu en partie. Nous avons perdu notre droit de regard sur 20 p. 100 du poisson. Voici ce que le représentant du département américain du Commerce a répondu: «Ça va pour le moment, mais nous ne serons pas tranquilles tant que nous n'aurons pas supprimé ces restrictions afin d'avoir accès à tout le poisson capturé en Colombie-Britannique». Il leur importe peu que nous ménagions cette ressource.

Il leur importe peu que nous la gérions et que nous y investissions. Ils veulent avoir accès à notre poisson pour le transformer. Ils veulent les emplois dans le secteur de la transformation. Ce sont les représentants de l'industrie de la transformation qui ont eux-mêmes fait valoir cet argument, tant à Ottawa qu'en Colombie-Britannique. Ils savent ce qui va se produire. Ils savent que les Américains veulent ces emplois pour eux.

Au cours du débat sur l'Accord de libre-échange, avant qu'il n'ait force de loi au Canada et aux États-Unis, on faisait valoir que le problème, l'enjeu, c'était l'énorme déséquilibre commercial entre le Canada et les États-Unis. Ces derniers voulaient corriger cette situation, à leur avantage bien entendu. Ils voulaient accroître nos importations et réduire nos exportations. Pour cela, ils devaient faire en sorte que nous ne soyons plus que jamais des coupeurs de bois et des porteurs d'eau. Qu'on leur laisse tout faire, et ils vont renvoyer les produits finis au Canada.

Je crains que ce ne soit ce que les Américains ont derrière la tête à propos de notre bois d'oeuvre, car ils ont bien dit que ce qui les agaçait, c'était que nous contrôlions l'exportation des billes de bois. Ils le font eux aussi, mais ça ne change rien à l'affaire. Ce qu'ils font, c'est parfait. Mais quand c'est nous qui le faisons, ça ne va plus, car cela ne leur permet pas d'avoir accès à nos matières premières autant qu'ils le souhaiteraient. Cela ne leur donne pas le droit de gérer nos forêts comme ils